



**PRÉFET  
DE VAUCLUSE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Provence Alpes Côte d'Azur**

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles  
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès  
84 905 Avignon

Avignon, le 25/11/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **MÉTAUX PICAUD – site Le Pontet**

1312 chemin des Granges  
84 700 Sorgues

Références : D-00772-2024/LRAR N°1A 214 145 3348 9  
Code AIOT : 0006410743

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/10/2024 dans l'établissement MÉTAUX PICAUD implanté RN7 Quartier de l'Oseraie 84 130 Le Pontet. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'une action régionale coup de poing 2024 de l'Inspection des Installations classées. L'objet de cette inspection est de contrôler le respect des prescriptions liées au risque incendie dans les ICPE.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MÉTAUX PICAUD
- RN7 Quartier de l'Oseraie 84 130 Le Pontet
- Code AIOT : 0006410743
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SAS MÉTAUX PICAUD exploite un centre de récupération et de tri de métaux ferreux et non ferreux sur la commune du PONTET.

L'établissement est autorisé par l'arrêté préfectoral du 22 mai 2014 et relève du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2718 et 2791, et du régime de l'enregistrement au titre des rubriques 2711, 2713 et 2714 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Action coup de poing Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande d'action corrective	2 mois
2	Consignes d'exploitation et de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande d'action corrective	2 mois
3	Documents de l'installation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	Demande d'action corrective	2 mois
4	Procédures de contrôle et de maintenance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Demande d'action corrective	2 mois
5	Gestion des défaillances	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Demande d'action corrective	3 mois
6	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Demande d'action corrective	3 mois
7	Maîtrise des sinistres	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
8	Réserve d'eau incendie	Arrêté Préfectoral du 22/05/2014 modifié, article 7.2.5	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection des installations classées a constaté deux non-conformités relatives :

- à l'absence de la réserve d'eau contre l'incendie de 1 000 m<sup>3</sup>,
- à l'absence d'exercice de défense contre l'incendie.

En conséquence, l'Inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet un arrêté de mise en demeure à l'encontre de l'exploitant.

L'inspection adresse à l'exploitant une lettre préfectorale de suite relative :

- à l'établissement du plan de localisation des zones à risques d'incendie ou d'explosion,
- à la mise en place l'affichage des consignes de sécurité,
- au plan des moyens de lutte contre l'incendie à compléter, à l'établissement du plan d'implantation des détecteurs et du plan des installations de rétention et de confinement des eaux d'incendie,

- à l'établissement du registre de suivi de la maintenance des moyens de lutte contre l'incendie,
- à l'établissement de la procédure générale en cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie,
- et au plan de défense contre l'incendie à compléter.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Localisation des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Localisation des risques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci.</p> <p>Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant ne possède pas de plan de localisation des risques identifiant spécifiquement les zones susceptibles d'être à l'origine d'un incendie ou d'une explosion.</p> <p>L'exploitant doit établir et transmettre à l'Inspection le plan de localisation des zones à risques de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion, compte tenu notamment du stockage de batteries sur le site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

### N° 2 : Consignes d'exploitation et de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes d'exploitation et de sécurité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>(...)</p>

<p>L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;</li> <li>• les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;</li> <li>• les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;</li> <li>• les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</li> <li>• les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;</li> <li>• la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;</li> <li>• l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;</li> <li>• l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a établi des consignes de sécurité et des procédures qui figurent dans le plan de défense contre l'incendie (PDI) établi par l'exploitant (cf point de contrôle n°6), et qui traitent notamment sur les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• consigne en cas d'incendie</li> <li>• mise en sécurité de l'unité de production photovoltaïque</li> <li>• organisation de l'intervention et de l'évacuation</li> <li>• schéma d'alerte</li> <li>• information de l'Inspection des ICPE</li> </ul> <p>L'Inspection constate l'absence d'affichage de consignes sur le site, par exemple pour le bouton poussoir « coup de poing » de mise en sécurité de l'unité photovoltaïque qui n'est pas signalé : l'exploitant doit mettre en place l'affichage des consignes de sécurité.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

### N° 3 : Documents de l'installation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plans et documents</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour les documents suivants :</p> <p>— les plans, en particulier, pour les installations concernées :</p> <p>(...)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le plan des réseaux et installations de rétention et confinement des eaux incendie, ainsi</li> </ul>

<p>que, le cas échéant, l'implantation des dispositifs de déclenchement ou obturation et dispositifs de limitation de propagation de sinistre ;</p> <p>(...)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>le plan d'implantation des détecteurs prévus à l'article 55 du présent arrêté ;</li> <li>le plan des équipements et moyens de lutte contre l'incendie et d'intervention prévus à l'article 68 du présent arrêté ;</li> </ul> <p>(...)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant présente à l'Inspection les plans suivants, intégrés dans le plan de défense contre l'incendie (PDI) établi par l'exploitant (cf point de contrôle n°6) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>le plan de moyens de lutte contre l'incendie localisant les extincteurs répartis dans l'enceinte du bâtiment de stockage : le plan ne distingue pas les différents types d'extincteurs présents sur site (poudre et CO2) ;</li> <li>le plan de localisation des poteaux incendies, ainsi que la réserve d'eau de 1 000 m<sup>3</sup>.</li> </ul> <p>L'exploitant n'a pas établi de plan d'implantation des détecteurs.</p> <p>La rétention des eaux d'extinction d'un incendie est assurée au sein du bâtiment de stockage (volume de 1 460 m<sup>3</sup> prescrit à l'article 7.4.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 avril 2017) : l'exploitant n'a pas établi de plan des installations de rétention et de confinement des eaux d'incendie.</p> <p>L'Inspection constate la présence effective sur le terrain (cohérence avec les plans présentés) des extincteurs régulièrement répartis dans le bâtiment de stockage.</p> <p>L'Inspection constate également que la réserve d'eau de 1 000 m<sup>3</sup> (citerne souple) est inopérationnelle (cf point de contrôle n°8).</p> <p>L'exploitant doit, dans un délai de 2 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>compléter le plan des moyens de lutte contre l'incendie en distinguant les différents types d'extincteur,</li> <li>établir et transmettre à l'Inspection le plan d'implantation des détecteurs et le plan des installations de rétention et de confinement des eaux d'incendie.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

#### N° 4 : Procédures de contrôle et de maintenance

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.</p> <p>L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions</p>

<p>d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.</p> <p>(...)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant présente à l'Inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>le registre de sécurité : la vérification périodique des équipements de défense incendie (extincteurs et alarme incendie) est annuelle (à titre d'exemple, dernières vérifications des extincteurs réalisées le 26/09/2024 et 07/06/2023) ;</li> <li>les derniers rapports de contrôle des extincteurs et de l'alarme incendie qui conclut à leur conformité.</li> </ul> <p>L'exploitant n'a pas mis en place de registre relatif au respect de la périodicité des vérifications périodiques, aux modalités de contrôles et aux observations constatées.</p> <p>L'exploitant doit établir et transmettre à l'Inspection le registre de suivi de la maintenance des moyens de lutte contre l'incendie (périodicité, dates, prestataire, suivi des remarques / non-conformités).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

#### N° 5 : Gestion des défaillances

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>(...)</p> <p>En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas établi de procédure définissant les conditions et modalités de maintien en</p>

sécurité de ses installations. L'exploitant doit établir et transmettre à l'Inspection la procédure générale en cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, et notamment les mesures compensatoires établies.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 6 : Plan de défense incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan de défense incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.</p> <p>Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.</p> <p>Il comprend au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;</li> <li>• l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;</li> <li>• les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;</li> <li>• les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;</li> <li>• le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;</li> <li>• le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;</li> <li>• le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;</li> <li>• les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;</li> <li>• la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir</li> </ul>



<p>avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ;</li> <li>• le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant présente à l'Inspection son plan de défense contre l'incendie (PDI) en cours de finalisation.</p> <p>Le PDI de l'exploitant traite de la majorité des items mentionnés à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 sus-mentionné, hormis pour les points suivants (les 3 premiers points sont déjà évoqués dans les points de contrôle n°1 et n°3) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• plan des rétentions,</li> <li>• plan d'implantation des détecteurs,</li> <li>• plan de localisation des zones à risques (stockage de batteries notamment),</li> <li>• et l'état des matières stockées sur le site.</li> </ul> <p>Le PDI traite également des dispositions particulières liées aux panneaux photovoltaïques en toiture du bâtiment de stockage.</p> <p>L'exploitant doit compléter son plan de défense contre l'incendie (PDI).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 7 : Maîtrise des sinistres

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maîtrise des sinistres</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>(...)</p> <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie.</p> <p>Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.</p> <p>Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.</p> <p>(...)</p>
<p><b>Constats :</b></p>

<p>L'exploitant n'a pas encore organisé l'exercice de défense contre l'incendie prescrit par l'arrêté ministériel du 22 décembre 2013 sus-mentionné.</p> <p>L'exploitant informe l'Inspection avoir déjà pris contact avec le SDIS 84 pour programmer la réalisation de cet exercice : il l'envisage au plus tard en mars 2025.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

#### N° 8 : Réserve d'eau incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/05/2014 modifié, article 7.2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>(...)</p> <p>L'établissement est doté de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• une réserve d'eau d'un volume de 1 000 m<sup>3</sup> est constituée de deux réserves étanches de 500 m<sup>3</sup>, dont l'emplacement sera défini en accord avec le SDIS. Ces deux réserves doivent être : <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ installées en dehors des flux thermiques correspondant au seuil des effets irréversibles (3 kW/m<sup>2</sup>),</li> <li>➤ munies d'au moins deux demi-raccords de 100 mm de diamètre pour le raccordement avec les engins pompe de service incendie,</li> <li>➤ reliées entre elles par une canalisation de diamètre 100 mm minimum,</li> <li>➤ pleines et accessibles en permanence,</li> </ul> </li> </ul> <p>(...)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'Inspection constate que la réserve d'eau de 1 000 m<sup>3</sup> (citerne souple) est inopérante : l'exploitant précise que la bâche a subi une détérioration prématurée et qu'il a déjà prévu son remplacement par 2 citernes métalliques : selon l'exploitant, les travaux de génie-civil sont programmés à partir de novembre 2024 et l'installation des 2 citernes en début d'année 2025.</p> <p>Dans l'attente de la remise en état de la réserve d'eau, l'exploitant doit, sans délai, définir et mettre en place des mesures compensatoires relatives à la défaillance des moyens de lutte contre l'incendie.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois